



PREFET DE LA REUNION

Préfecture
 Direction des relations avec les collectivités
 Territoriales et du cadre de vie

SAINT-DENIS, le 27 août 2013

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ n° 2013 - 1556 /SG/DRCTCV

Autorisant la Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion (SCPR) à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Saint Paul au lieu-dit « Plaine Chabrier ».

LE PRÉFET DE LA REUNION
 chevalier de la légion d'honneur
 chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, partie législative et les articles L. 511-1, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-6-1, L. 514-6 II, L. 515-1 et L. 516-1, R. 511-9 et son annexe portant nomenclature des installations classées, et les articles R. 512-35, R. 515-1 et R. 516-1 à R. 516-3 ;

VU le code de l'environnement, titres 1^{er} du livre II, et notamment les articles L. 211-1, L. 212-5-2, L. 214-1 et L. 220-1 ;

VU le code minier, et notamment ses articles L. 342-1 à L. 342-5 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 123-5 ;

VU le code forestier, et notamment ses articles L. 374-1 et L. 374-2 ;

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article R. 516-2-I du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU la circulaire du 09 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières, publiée au bulletin officiel du MEDDE n° 10 du 10 juin 2012 ;

VU le schéma d'aménagement régional et son volet valant schéma de mise en valeur de la mer approuvé par décret n° 2011-1609 du 22 novembre 2011 ;

VU le plan local d'urbanisme en vigueur, approuvé le 27 septembre 2012, de la commune de Saint Paul ;

VU le schéma départemental des carrières de La Réunion approuvé par arrêté préfectoral n° 2010-2755/SG/DRCTCV du 22 novembre 2010 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de la Réunion approuvé par arrêté préfectoral du 7 décembre 2009 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Ouest de La Réunion approuvé par arrêté préfectoral n° 06-2641/SG/DRCTCV du 19 juillet 2006 ;

VU la demande d'autorisation en date du 07 août 2009, complétée le 10 septembre 2010, présentée par la Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Saint-Paul au lieu-dit « Plaine Chabrier » ;

VU le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

VU l'arrêté préfectoral n° 82/2011/SP/SAINT-PAUL en date du 02 novembre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 23 novembre 2012 au 23 décembre 2011 inclus ;

VU les arrêtés préfectoraux prorogeant le délai de sursis à statuer sur la demande d'autorisation présentée par la Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion ;

VU le courrier SPPA/BAI/ENVIRO/ANQ PUB/N° 1041/2011 du 05 juillet du Sous-préfet de Saint-Paul demandant, en application de l'article R. 512-7 du Code de l'environnement, au pétitionnaire la production à ses frais de deux examens critiques d'une partie de l'étude d'impact et de l'étude de dangers portant sur la bonne prise en compte des enjeux relatifs à :

- 1° la préservation de la ressource en eau et des risques associés, compte tenu des objectifs stratégiques du SDAGE sur le secteur, et du projet d'urbanisation future de la zone portée par la communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest ;
- 2° la prévention des risques d'inondation (hypothèse d'une crue centennale) et de submersion marine, compte tenu des caractéristiques de la carrière et du projet d'urbanisation future de la zone portée par la communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest.

VU le compte rendu du 24 janvier 2012 relatif à la réunion en date du 13 décembre 2011 d'ouverture des tierces expertises ;

VU le relevé de conclusion en date du 11 décembre 2012 relatif à la présentation des conclusions des examens critiques des études d'impact et de dangers ;

VU le rapport n° 4701306_R1 de décembre 2012 relatif à l'examen critique par le bureau d'étude ARTELIA de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, sur le thème « prévention des risques d'inondation » ;

VU le rapport n° BRGM/RP-61252-FR de juin 2012 d'analyse critique dans le cadre de la procédure d'autorisation du dossier ICPE pour l'ouverture d'une carrière sur la plaine Chabrier (Antenne Oméga) - aspects hydrogéologiques ;

VU la note complémentaire n° BRGM/RP-61955-FR de février 2013 d'analyse critique dans le cadre de la procédure d'autorisation du dossier ICPE pour l'ouverture d'une carrière sur la plaine Chabrier (Antenne Oméga) - aspects hydrogéologiques ;

VU la note EMC² n° 81/82/2012 – version 5 de janvier 2013 – établie par les Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion et Lafarge Granulats Bétons Réunion en réponse aux analyses critiques et aux avis formulées durant l'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter ;

VU la note géotechnique RE12-C25G0 du 3 décembre 2012 du bureau d'étude Soil Pix, relative aux fondations adaptées à des bâtiments R+3 à R+7 à Cambaie, Plaine Chabrier, qui précise qu'un ancrage de l'ordre du mètre est suffisant pour urbaniser le site avec des constructions de taille R+3 à R+7 ;

VU la note du 25 février 2013 relatifs aux éléments complémentaires suite à la réunion sous-préfecture de Saint Paul – DEAL – Carriers du vendredi 22 février 2013, produite par les sociétés Lafarge Granulats Bétons Réunion et SCPR, proposant une modification du profil des talus Est ;

VU la note Dossier EMC² n°142 / 2013 d'avril 2013 relative à l'ajustement des modalités d'exploitation - Extractions OMEGA – et complétant la note du 25 février 2013 susvisée ;

VU la note de juillet 2013 relative à l'ajustement des modalités d'exploitation - Extractions OMEGA – et complétant les notes du 25 février 2013 et d'avril 2013 susvisées dans le cadre de l'analyse partagée quant à la compatibilité de la carrière avec l'aménagement urbain futur du site arrêté par le TCO ;

VU les registres d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 08 novembre 2011 ;

VU le rapport et les propositions en date du 9 juillet 2013 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 23 juillet 2013 de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 23 juillet 2013 à la connaissance de la Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion ;

VU les observations présentées par la Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion sur ce projet en date du 02 août 2013 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 512.2 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'établissement peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les modifications proposées par le pétitionnaire, au travers de la note EMC² n° 81/82/2012 et de la note du 25 février 2013 complétée par celle d'avril 2013 et juillet 2013 susvisées, ainsi que les rapports des analyses critiques susvisés, permettent de répondre aux observations formulées par le commissaire enquêteur et de lever les réserves ayant conduit les communes de Saint-Paul et du Port, ainsi que le Territoire de la Côte Ouest à émettre un avis défavorable sur le projet compte tenu des évolutions suivantes apportées au projet par le pétitionnaire :

- 1° suppression du plate-formage et création d'une pente régulière d'environ 1,1 % permettant de faciliter l'aménagement urbain du site ;
- 2° modification du phasage d'exploitation permettant de faciliter les travaux d'urbanisation du site par le Territoire de la Côte Ouest dans le cadre de la mise en œuvre du projet Ecocité qui constitue un pôle de centralité prévu dans le cadre du schéma régional d'aménagement susvisé ;
- 3° modification du périmètre exploité afin de correspondre très exactement au plan d'urbanisation future de la plaine Chabrier produit par le TCO ; le bâtiment dans lequel nichent des chauves-souris ne se situe plus dans le périmètre autorisé ;
- 4° modification des cotes d'extraction permettant de garantir une garde minimale de 2 mètres entre le fond de fouille et le niveau des hautes eaux souterraines, suffisante pour d'une part préserver la ressource en eau, et d'autre part urbaniser le site avec des constructions de taille R+3 à R+7 ;
- 5° suppression de la zone correspondant à l'emplacement réservé par le PLU de Saint-Paul approuvé le 27 septembre 2012 au titre de Réseau Régional de Transports en Commun guidé ;
- 6° aménagement de deux voies d'accès au niveau du talus Est et d'une voie d'accès au niveau du talus Sud, avec une pente maximale de 7,5 % permettant de conserver une continuité altimétrique, la circulation et l'urbanisation de la zone.
- 7° limitation de la puissance à une profondeur de 9 mètres par rapport aux cotes des bords d'extraction (profil d'aménagement futur ou à défaut terrain naturel) de la limite Est du site ;
- 8° analyse critique relative à la « prévention des risques d'inondation » qui conclue en l'absence de risque de submersion marine et d'inondation en cas de rupture des digues de la rivière des Galets. Les aménagements du réseau de dérivation des eaux de ruissellement, dans le cadre de la gestion du risque inondation pendant la phase d'exploitation de la carrière et après remise en état, permettent de prévenir les dangers et inconvénients générés par l'installation ;
- 9° analyse critique relative aux aspects hydrogéologiques qui conclut :
 - en partie Est (définie ici comme la zone où la zone non saturée dépasse 2 m d'épaisseur en hautes eaux), les risques de remontée de la nappe dans la fouille sont extrêmement faibles. Ce risque minime ne constitue par un motif de rejet du projet ;
 - en partie Ouest, les calculs des hautes eaux intègrent une marge de sécurité, démarche nécessaire en l'absence de chroniques piézométriques in situ. La précision du calcul de ces cotes devra être rapidement améliorée avant la mise en exploitation de ce secteur dès qu'on disposera des premières chroniques piézométriques des 4 nouveaux piézomètres. L'autorisation d'exploiter cette zone peut donc raisonnablement être accordée au pétitionnaire. Il reste cependant de sa responsabilité d'améliorer à court terme la précision des calculs des hautes eaux en :
 - ✓ réalisant les 4 piézomètres, dans les meilleurs délais avant de commencer l'exploitation ;
 - ✓ acquérant les chroniques piézométriques, sur ces 4 forages et continuer le suivi piézométrique sur tous les autres forages connus à ce jour en périphérie de l'exploitation ;

- ✓ interprétant ces chroniques en relation avec la pluviométrie, sur l'ensemble du dispositif de l'exploitation et de son environnement (seule façon de connaître le fonctionnement de ce système aquifère) ;
- ✓ confirmant ou en infirmant les estimations présentées dans la "note en réponse aux tierces expertise" de janvier 2013, notamment celles relatives aux écoulements en hautes eaux.

CONSIDERANT que les conditions de remise en état du site, telles qu'elles sont proposées dans le dossier de demande d'autorisation et dans les compléments apportés lors de la procédure d'instruction, permettent de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et un aménagement ultérieur du site compatible avec l'usage futur envisagé de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme susvisés ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation telles qu'elles sont proposées dans le dossier de demande d'autorisation et dans les compléments apportés lors de la procédure d'instruction, notamment les dispositions relatives à la sécurité des installations, à la limitation des incidences du projet sur l'environnement, en particulier en ce qui concerne les rejets des poussières et le bruit, les impacts potentiels sur les eaux, aux conditions d'accès et de circulation, les mesures de protection des paysages et de remise en état sont de nature à limiter l'impact des installations, ainsi que les inconvénients et dangers générés par l'établissement et permettent de répondre aux observations et réserves formulées par le commissaire enquêteur par les différents services et organismes consultés lors de la procédure d'enquête ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'établissement vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, et la protection de l'eau et de la nature, de l'environnement et des paysages ; et de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 342-1 à L. 342-5 du code minier, notamment la bonne utilisation du gisement et la conservation de la ressource, les conditions de sécurité et d'hygiène du personnel ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition du secrétaire général :

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est Z.I. Sud B.P. 57 - 97822 LE PORT Cedex, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter l'installation détaillée dans le tableau figurant en annexe 1, sise au lieu-dit « Plaine Chabrier » en partie sur la parcelle n° 573 section AB du cadastre de la commune de Saint-Paul.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités par l'exploitant, qui ne sont pas réglementées par ailleurs au titre de la police des installations classées et qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'INSTALLATION

Les caractéristiques principales de l'installation sont les suivantes :

- superficie totale de l'installation : 336 646 m² ;
- superficie de la zone d'extraction à exploiter en 2 phases successives : 272 743 m² ;
- cote minimale absolue d'extraction de façon à garantir en toute circonstance :
 - ✓ une épaisseur de 2 mètres entre le fond de fouille et le toit de la nappe en hautes eaux ;
 - ✓ une pente continue d'environ 1,1 % du fond de fouille, orientée vers l'Ouest ;
 - ✓ une épaisseur d'extraction maximale (puissance) de 9 mètres par rapport aux cotes des bords d'extraction (profil d'aménagement futur ou à défaut terrain naturel) des limites Nord et Est du site.
- quantités d'extraction annuelles maximales autorisées : 333 000 m³/an soit 730 000 tonnes par an ;
- capacité totale maximale exploitable : 1 220 000 m³ soit 2 672 000 tonnes (densité estimée de 2,19) de matériaux alluvionnaires ;
- horaires d'exploitation : du lundi au vendredi, sauf jours fériés, de 7 h 00 à 19 h 00.

Au vu des conclusions de l'étude qui doit être rendue par le TCO avant le 31 décembre 2013, concernant les conditions d'aménagement des terrains en limite Nord et Est du site, la capacité totale exploitable fixée au présent article peut être réduite dans la limite maximale de 10 % de la capacité précitée, conformément aux dispositions de l'article 8.3.2.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

L'installation autorisée est située sur la commune de Saint-Paul, parcelle suivante au lieu-dit « Plaine Chabrier » :

Cadastre	Surface cadastrale exploitée (occupées) (m ²)	Surface exploitée de la zone d'extraction (m ²)
parcelle n° 573 section AB	336 646	272 743

Un plan cadastré précisant le périmètre de l'autorisation est joint en annexe 3 au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation en date du 07 août 2009 présenté par la Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion, sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément aux schémas d'exploitation et de remise en état mentionnés au titre 8 et joints en annexe 5 au présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 5 (cinq) ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase de remise en état du site.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRES D'ELOIGNEMENT

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé définis à l'article 1.2.2 et en particulier des limites des parcelles voisines, ainsi que de l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité, de la salubrité publique et de l'environnement.

Les bords des excavations de la carrière sont également tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de l'emplacement réservé inscrit au document graphique du plan local d'urbanisme approuvé en vigueur de la commune de Saint Paul, pour la réalisation du réseau régional de transport guidé.

La distance de 10 mètres mentionnée à l'alinéa précédent doit être supprimée en ce qui concerne les parcelles AB n° 492, 494, et 573 au niveau des limites du périmètre autorisé jouxtant d'autres carrières en cours d'exploitation ou non, ou affouillements du sol réalisés dans le cadre de l'aménagement urbain de la zone, afin de permettre d'améliorer l'environnement général et l'aménagement ultérieur de la zone.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.1 de manière à permettre, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant, soit en cas de non respect par l'exploitant des prescriptions fixées par le présent arrêté, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux relatifs à la remise en état du site après exploitation.

ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

La remise en état est strictement coordonnée aux phasages d'exploitation et de remise en état prévus au titre 8 du présent arrêté.

L'exploitant doit avoir constitué des garanties financières conformément aux arrêtés ministériels du 1^{er} février 1996 et du 9 février 2004 susvisés, d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues au chapitre 8.3 du présent arrêté.

Le montant de référence des garanties financières (indice TP01 = 702,1 de décembre 2012 est fixé en une période quinquennale à :

Périodes	Phases 1 et 2 (5 ans)
	exploitation et remise en état
Montant € (TTC)	204 218 €

ARTICLE 1.6.3. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Au moins trois mois avant la fin de la période pour laquelle les garanties ont été constituées, l'exploitant fait parvenir au Préfet l'attestation de renouvellement de ces garanties pour la période suivante établi dans les formes suivantes :

- le document attestant de la constitution des garanties financières établi toutes taxes comprises (TTC), conformément à l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article R. 516-2-I du code de l'environnement (acte de cautionnement solidaire) ;
- la valeur datée du dernier indice TP01.

ARTICLE 1.6.4. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

En cas d'augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 pendant la période d'exploitation et de remise en état, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.5. REVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières, outre le fait que ces modifications doivent, avant réalisation, être portées par l'exploitant à la connaissance du Préfet, avec tous éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 1.6.6. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 de ce code.

Conformément à l'article L. 514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.6.7. APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514.1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

ARTICLE 1.6.8. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.7.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.7.2. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.1.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.7.3. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières, l'acte attestant de la constitution des garanties financières prévues au chapitre 1.6 du présent arrêté et un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

ARTICLE 1.7.4. CESSATION D'ACTIVITE

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt, au moins six mois avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus est accompagnée d'un dossier qui comprend :

- le plan à jour de l'exploitation (accompagnée de photos) ;
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagés ;
- un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement qui comportent a minima :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- la dépollution des sols et des eaux éventuellement polluées ;
- l'insertion du site dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

CHAPITRE 1.8 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
09/05/2012	Circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières

22/08/2011	Circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
04/10/2010	Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
07/07/09	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
17/02/2006	Circulaire du 17 février 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive pour les installations classées
07/07/05	Arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 concernant les circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux et radioactifs
29/07/05	Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux
09/02/04	Arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
02/07/96	Circulaire n° 96-52 du 2 juillet 1996 relative à l'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
01/02/96	Arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de constitution de garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21/09/77
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
09/11/94	Arrêté ministériel du 9 novembre 1994 relatif aux modalités du prélèvement des poussières dans les travaux à ciel ouvert, les installations de surface et les dépendances légales des mines et des carrières
22/09/94	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de santé publique, le code civil, le nouveau code rural, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

L'exploitant est notamment tenu de respecter les dispositions des textes articles L. 152-1, L. 342-1 à L. 342-5 et L. 351-1 du code minier.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques, en privilégiant notamment la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

CHAPITRE 2.2 INTEGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 2.2.1. PROPRETE

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Le site est en particulier régulièrement dépoussiéré.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

ARTICLE 2.2.2. ESTHETIQUE ET INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant doit limiter au maximum l'impact visuel de la carrière et prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage.

Un talus de protection paysagère, d'une hauteur minimale de 3 mètres, est mis en place par l'exploitant sur l'ensemble de la périphérie du site avec les matériaux de découverte.

Les aménagements paysagers, notamment du talus prévu à l'alinéa précédent, sont réalisés avec des espèces végétales adaptées et présentes dans le secteur biogéographique considéré.

ARTICLE 2.2.3. ECLAIRAGE

Les sources lumineuses sont limitées au strict minimum nécessaire au fonctionnement et à la sécurité des installations et des travailleurs. Leurs caractéristiques techniques, leurs emplacements et leurs orientations sont définis de façon à ne pas nuire à la faune indigène nocturne, notamment l'avifaune et l'entomofaune.

Notamment, les dispositifs d'éclairage fixes sont établis en intégrant les recommandations de personnes compétentes dans le domaine de l'ornithologie et l'entomologie de La Réunion.

CHAPITRE 2.3 LUTTE CONTRE LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

L'exploitant établit une procédure de surveillance et de détection précoce, avant qu'elles ne se répandent, des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE), notamment dans le cadre de la revégétalisation éventuelle du site.

En cas de détection d'EEE l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de prévenir la propagation de ou des espèces incriminées, soit par éradication mécanique ou chimique, soit par confinement.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

De plus, l'exploitant est tenu de déclarer, immédiatement, au service chargé de l'inspection du travail tout accident qui nécessite l'intervention des services de secours (pompiers, SAMU, ...).

Outre la description de l'accident et des circonstances dans lesquelles il est survenu, l'exploitant analyse dans son rapport d'accident, les causes de celui-ci et indique les mesures prises pour éviter le renouvellement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées, ou l'inspecteur du travail lorsqu'il est concerné, n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par l'arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 BILAN ANNUEL

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 1^{er} février de l'année n+1, un bilan d'activité de l'année n. Ce bilan précise notamment :

- les tonnages et volumes de matériaux extraits et des déchets admis sur le site ;
- les aménagements faits et prévus dans le cadre de la remise en état du site ;
- les études en cours en cas d'aménagements et travaux particuliers à effectuer ;
- l'état de la situation des garanties financières ;
- le suivi hydrogéologique prévu à l'article 9.1.4 ;
- le rappel des incidents ou accidents survenus sur le site.

CHAPITRE 2.8 CONTROLES INOPINES

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant doit faire réaliser, par un organisme tiers compétent, des mesures des paramètres cités aux articles 4.2.3, 6.2.1, 6.2.2, 9.1.2 et 9.1.3. Les frais de ces mesures incombent à l'exploitant.

CHAPITRE 2.9 LUTTE ANTI-VECTORIELLE ET DERATISATION

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes, notamment de moustiques, et de rongeurs, notamment de rats, vecteurs de pathologies pour les humains ou les animaux domestiques.

Toutes les mesures doivent être prises, dans le cadre des dispositions prévues par le plan de lutte contre la dengue et le chikungunya annexé à l'arrêté préfectoral n° 2011-579 du 18 avril 2011, pour éviter la constitution de gîtes larvaires, notamment en limitant la stagnation des eaux.

À cet effet, la démoustication est effectuée en tant que de besoin ou sur demande de l'autorité en charge de la santé, dans le respect de l'environnement,

L'installation est mise en tant que de besoin en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation sont maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classés pendant une durée d'un an.

CHAPITRE 2.10 RECAPITULATIF DES CONTROLES A EFFECTUER ET DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE

L'exploitant doit transmettre, suivant le cas prévu aux articles correspondants, à l'inspection, au Préfet, au ministre en charge de l'environnement et à l'office de l'eau les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre et contrôles à effectuer	Périodicités / échéances
Article 1.6.3	Renouvellement des garanties financières	3 mois avant la fin de la période précédente
Article 1.6.4	Actualisation des garanties financières	En cas d'augmentation de 15 % de l'indice TP01
Article 1.6.5	Révision des garanties financières	En cas de modification d'exploitation
Article 1.7.4	Notification de la cessation d'activité	6 mois avant la fin de l'exploitation de la carrière
Chapitre 2.5	Déclaration d'accident ou d'incident	Sans délai
Chapitre 2.5	Rapport d'accident ou d'incident	15 jours
Chapitre 2.7	Bilan annuel	Avant le 1 ^{er} février de chaque année
Chapitre 2.8	Résultats des contrôles inopinés	Dès réception par l'exploitant des résultats de ces contrôles
Chapitre 5.3	Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées	Avant le début d'exploitation puis actualisé tous les 5 ans
Articles 6.2.1, 6.2.2 et 9.1.3	Mesure de la situation acoustique	Dès l'ouverture de la carrière puis quinquennale
Article 7.6.2	Moyens de lutte contre l'incendie	Annuelle
Article 8.2.6	Plans	Annuelle
Article 9.1.2	mesures d'empoussiérage	Avant le début d'exploitation puis annuelle
Article 9.1.4	Suivi hydrogéologique	Continu Cartes piézométriques annuelles

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit, de même que l'incinération de déchets.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. POUSSIERES

Les pistes de circulation internes et externes à la carrière doivent être aménagées et régulièrement entretenues.

Afin de limiter les envols de poussière, ces pistes doivent être, en tant que de besoin, arrosées par camion citerne asperseur ou par rampes d'arrosage ou tout autre moyen d'efficacité équivalente.

L'exploitant met en place une ou plusieurs rampes d'aspersion semi-fixe pour réduire les émissions de poussières provenant de l'installation.

Les véhicules et engins de chantier sont conformes à la réglementation en vigueur concernant les gaz d'échappement.

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. À cette fin l'exploitant aménage un rotoluve disposé de façon à contraindre les camions à l'emprunter avant de sortir du site de la carrière.

L'exploitant prend toute mesure utile pour limiter la vitesse des véhicules et engins sur le site de la carrière.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Des prélèvements d'eau sont réalisés sur le réseau d'irrigation dans le cadre des mesures prévues par le présent arrêté pour limiter les envols de poussières.

Les prélèvements d'eau sur le réseau d'irrigation dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau sont interdit sans autorisation au titre du Code de la Santé Publique (article R. 1321 et suivants).

CHAPITRE 4.2 COLLECTE ET REJET DES EFFLUENTS AQUEUX

ARTICLE 4.2.1. EAUX PLUVIALES

Afin d'empêcher les eaux pluviales de ruissellement provenant de l'amont hydraulique du site d'extraction d'atteindre l'installation, l'exploitant met en place en périphéries Nord, Est et Sud de la fouille, un réseau, constitués de fossés de type trapézoïdal et d'ouvrage de dérivation des eaux pluviales qui présentent les caractéristiques suivantes :

dimensionnement des fossés périphériques	Largeur au plafond (m)	Fruit de berge	Hauteur (m)	Pente moyenne (%)	Débit minimal m ³ /s
Fossé Nord aboutissant au point n° 1	2	1L / 1H	1,5	3,61	1,35
Fossé Nord aboutissant au point n° 2	2,5	1L / 1H	1,5	2,8	18,46
Fossé Nord-Est aboutissant au point n° 3	1,75	1L / 1H	1,1	3,6	8,88
Fossé Nord-Est aboutissant au point n° 4	1,6	1,2L / 1H	1,1	3	8,14
Fossé Est aboutissant au point n° 5 / BV3a	1	1L / 1H	0,8	2,1	2,77
Fossé Sud aboutissant au point n° 5 selon / BV3b	1,5	1L / 1H	1,5	1,7	3,31
Fossé Sud aboutissant au point n° 6	2,35	1L / 1H	0,9	1,9	5,7

Les fossés et points de dimensionnement des fossés sont représentés sur le plan de situation joint en annexe 7 au présent arrêté.

Le réseau de dérivation abouti à la zone d'infiltration représentée sur le plan joint en annexe 8 au présent arrêté. Il est régulièrement entretenu de façon à prévenir l'érosion des talus, et à maintenir le débit minimal d'écoulement des eaux pluviales spécifié dans le tableau précédent.

Les eaux pluviales non polluées intérieures au site, tombées sur des aires non imperméabilisées, qui ne présentent pas une altération de leur qualité d'origine, sont drainées par des fossés d'infiltration ou tout autre moyen équivalent. Ces dispositifs de drainage sont conçus pour éviter le passage d'engins sur ces eaux non souillées. Ces eaux non susceptibles d'entraîner des polluants peuvent être infiltrées dans le sol.

L'exploitation assure un suivi des ouvrages de protection et d'évacuation des eaux de ruissellement et prend toutes mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de ces ouvrages.

Afin de limiter l'érosion des sols les fossés sont végétalisés par une végétation adaptée à l'environnement local.

Afin de limiter les risques de renard, l'exploitant met en place des matériaux terreux présentant une perméabilité moins importante que les alluvions en place. En fonction de la nature des sols rencontrés, des moyens complémentaires pour éviter tout risque de renard ou d'érosion sont mis en œuvre.

ARTICLE 4.2.2. EAUX VANNES

Les eaux domestiques sont traitées par des procédés chimiques et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Leur rejet in situ est interdit.

ARTICLE 4.2.3. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées intérieures au site visées à l'article 4.2.1 doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30 °C ou température du milieu récepteur ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

En outre, ils respectent les valeurs limites en concentration ci- dessous définies :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
MES	35
Hydrocarbures totaux	5
DCO	125

Les autres polluants ne doivent pas être rejetés en quantité quantifiable.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur et notamment les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de La Réunion et du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de l'Ouest de La Réunion susvisés.

CHAPITRE 4.3 PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX ET DU SOL

Tout stockage de lubrifiant, de carburant ou toute autre substance ou préparation polluante est interdit sur le site même de la carrière.

A l'exception des opérations de ravitaillement en carburant des pelles mécaniques et chargeurs nécessaires à l'exploitation, les opérations d'entretien et de vidange de l'ensemble des engins d'exploitation ont lieu en dehors de l'emprise autorisée.

Les opérations de ravitaillement en carburant susvisées font l'objet d'une consigne d'exploitation précise et sont réalisées sur une aire étanche spécifiquement dédiée sur le site de la carrière et aménagée de telle sorte que tous les produits récupérés en cas de fuite ou de pollution accidentelle ne puissent pas être rejetés au milieu naturel et soient réutilisés ou éliminés en tant que déchets suivant les dispositions du titre 5 ci-après. Il en est de même pour le stationnement des engins et véhicules.

Les pompes et flexibles de distribution sont équipés de clapets et dispositifs anti-retour de sécurité destiné à limiter les risques de pollution accidentelle.

ARTICLE 4.3.1. FLEXIBLES

Les flexibles de distribution ou de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

ARTICLE 4.3.2. DISPOSITIFS DE SECURITE

L'ouverture du clapet du robinet de l'appareil de distribution et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

Toute opération de distribution ou de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

L'entreposage et le transit sur le site de déchets, qui n'entrent pas dans la catégorie des terres non polluées, générés par l'établissement ou non est interdit.

CHAPITRE 5.2 DECHETS NON INERTES GENERES PAR L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 5.2.1. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'extérieur de l'installation la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières dûment autorisées. Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits, et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils peuvent également être remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 543-156 du code de l'environnement, les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis qu'à des démolisseurs ou à des broyeurs titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162 ou à des centres de regroupement créés par les producteurs.

ARTICLE 5.2.2. ELIMINATION

L'exploitant fait éliminer les déchets produits par l'établissement dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.2.3. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-64 et R. 541-61-1 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au

courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exportation de déchets ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles R. 541-62 à R. 541-64-4 du Code de l'environnement et qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.2.4. REGISTRE

En application de l'article R. 541-43 du Code de l'environnement, l'exploitant tient, **en tant que de besoin**, un registre des déchets dangereux produits par l'établissement qui contient les informations suivantes prévues à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs :

- 1) la désignation des déchets et leur code indiqué à l'article R. 541-8 et ses annexes I et II du code de l'environnement ;
- 2) la date d'enlèvement ;
- 3) le tonnage des déchets ;
- 4) le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
- 5) la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive n° 2006/12/CE du 05 avril 2006 relative aux déchets ;
- 6) le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
- 7) le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- 8) le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément à l'article R. 541-50 du Code de l'environnement ;
- 9) la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- 10) le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément à l'article R. 541-55 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 5.3 PLAN DE GESTION DES DECHETS INERTES ET DES TERRES NON POLLUEES ISSUES DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE ET DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. **Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.**

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets générés durant la période d'exploitation, suivant les critères définis à l'annexe 6 ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement et des textes pris pour leur application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, 70 dB(A), sauf si le bruit résiduel, pour la période considérée est supérieur à cette limite. Les niveaux de bruit admissible en limite de propriété dépendent du niveau de bruit résiduel et doivent être tels qu'ils permettent dans tous les cas le respect de la valeur d'émergence admissible dans les zones d'émergence réglementée.

En outre, les niveaux limites de bruit dans les zones à émergence réglementées définies sur le plan joint en annexe 4 au présent arrêté, considérant les mesures de bruit résiduel réalisées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation en date du 1er septembre 2009 susvisé, ne doivent pas dépasser, en période diurne, les valeurs limites du tableau suivant :

<i>PERIODES</i>		<i>PERIODE DE JOUR</i> Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Points des mesures et niveaux sonores limites admissibles associés	P1 situé en ZER	48,1 dB(A)
	P2 situé en ZER	63,4 dB(A)
	P3 situé en ZER	65,7 dB(A)
	P4 situé en ZER	60,5 dB(A)

Ces niveaux de bruit admissible dans les zones d'émergence réglementée peuvent évoluer proportionnellement aux niveaux de bruit résiduel et à condition qu'ils permettent dans tous les cas le respect de la valeur d'émergence admissible dans les zones d'émergence réglementée.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 DIRECTEUR TECHNIQUE – CONSIGNES – PREVENTION – FORMATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés dans l'installation.

L'exploitant déclare au service en charge de l'inspection du travail :

- avant le début d'exploitation, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux ;
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et tout ou partie de l'exploitation ;
- le nom de l'organisme extérieur de prévention.

Sauf cas d'urgence, toute intervention d'entreprise extérieure sur le périmètre autorisé de la carrière doit être déclaré au service en charge de l'inspection du travail en indiquant la nature des travaux réalisés, le lieu de travail et la durée d'intervention.

L'exploitant rédige un Document de Sécurité et de Santé (DSS), les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes, notamment du règlement général des industries extractives susvisé. Il est transmis avant le début d'exploitation au directeur du service en charge de l'inspection du travail.

L'exploitant porte le DSS, les consignes et les dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel. Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition du service en charge de l'inspection du travail.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

Article 7.3.1.1. Conditions d'accès à l'établissement

L'accès au site d'extraction et le transport des matériaux vers les installations de concassage situées sur le territoire de la commune du Port sont assurés par l'intermédiaire des voies routières existantes, dans la mesure où celles-ci sont stabilisées et calibrées en structure et en gabarit pour recevoir la circulation de poids lourds, sans créer de risque pour la sécurité publique.

Des panneaux de signalisation de danger sont mis en place sur les voiries existantes à 150 m de part et d'autre de la voie d'accès à la carrière.

Article 7.3.1.2. Règles de circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation dans l'établissement sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies et pistes de circulation à l'intérieure de la carrière ne doivent pas avoir une pente supérieure à 10 %. La distance entre le bord d'une piste et le bord supérieur d'un talus ou d'une paroi que la piste domine ne peut être inférieure à 2 mètres. Les pistes doivent être munies du côté du bord supérieur du talus ou de la paroi d'un dispositif difficilement franchissable par un véhicule circulant à vitesse normale et dont la hauteur minimale est égale au rayon des plus grandes roues des véhicules qui circulent sur la piste dès lors que la distance est inférieure à 5 m..

Les voies de circulation doivent être réalisées et entretenues pour permettre la circulation des véhicules en regard de leur stabilité, de leur encombrement, des vitesses autorisées, de leurs possibilités d'arrêt et de la circulation éventuelle des piétons. Les obstacles éventuels qui ne peuvent être supprimés doivent être rendus visibles ou signalés.

Les éventuels piétons doivent être avertis des dangers que présentent les véhicules et informés des règles de circulation qui les concernent. Lorsque la circulation des véhicules nécessite l'utilisation de leur éclairage, tout piéton se trouvant sur la piste ou à proximité doit être signalé par un dispositif réflectorisé, visible de tous côtés. Lorsqu'il y a circulation simultanée de véhicules et de piétons sur une partie des voies, le conducteur doit donner les avertissements nécessaires à l'approche d'un piéton.

Lorsque les conditions météorologiques réduisent dangereusement la visibilité, ou rendent la circulation difficile, celle-ci est interdite.

La circulation des engins est limitée à 30 km/h. Une signalisation appropriée et entretenue doit être mise en place au niveau des pistes de circulation afin de signaler la limitation de vitesse.

CHAPITRE 7.4 GARDIENNAGE ET CONTROLE DES ACCES

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations, en particulier de toute la zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert.

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris en dehors des heures ouvrées.

CHAPITRE 7.5 FORMATION DU PERSONNEL A LA PREVENTION DES RISQUES

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DISPOSITIONS GENERALES

Sans préjudice des dispositions réglementaires relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des matériels de protection individuelle (casques, gants, etc.), adaptés aux risques présentés par l'installation doivent être utilisés sur le site. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

ARTICLE 7.6.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

La formation du personnel d'exploitation sur la conduite à tenir en cas d'accident doit être assurée par le responsable de l'exploitation, en particulier pour la mise en œuvre des premiers secours, l'utilisation des extincteurs et les soins à apporter aux victimes, l'alerte et l'accueil des secours extérieurs.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

TITRE 8 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'EXPLOITATION ET A LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE

CHAPITRE 8.1 AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES A L'EXPLOITATION

ARTICLE 8.1.1. INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

ARTICLE 8.1.2. BORNAGE

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation de la carrière.

Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 8.1.3. RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de créer un ouvrage de franchissement de la canalisation d'alimentation en eau située à proximité de l'installation, selon les modalités définies par le gestionnaire de ce réseau.

Afin de renforcer la prévention des endommagements au réseau de transport et de distribution lors de travaux effectués à proximité de cet ouvrage, et de prévenir les conséquences qui pourraient en résulter pour la sécurité des personnes et des biens, pour la protection de l'environnement ou pour la continuité de fonctionnement de cet ouvrage, l'exploitant déclare en ligne les travaux envisagés dans la base de données informatiques disponible à l'adresse électronique suivantes :

<http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/gu-presentacion/construire-sans-detruire/teleservice-reseaux-et-canalisation.html>

CHAPITRE 8.2 EXPLOITATION

ARTICLE 8.2.1. DEBOISEMENT ET DEFRICHEMENT

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation et adaptées à la période de reproduction du zoizo blanc ; aucun défrichage n'est réalisé entre octobre et janvier.

Lors des opérations de débroussaillage l'exploitant doit porter une attention particulière à la recherche de nids d'espèces protégées, qui seront, en cas de découverte, localisés et physiquement signalés.

L'exploitation doit prendre des précautions particulières au niveau de la gestion des déchets verts qui doivent être maintenus, à l'issus du débroussaillage, sur site au moins 4 à 5 jours.

En outre ses dépôts de déchets verts sont disposés à proximité des zones végétalisés afin de laisser le temps aux reptiles éventuellement présents de se déplacer.

ARTICLE 8.2.2. TECHNIQUE DE DECAPAGE ET DE DEFRICHEMENT

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément, dans des conditions appropriées pour limiter les entraînements terrigènes par les eaux pluviales et de ruissellement, et conservés intégralement pour la remise en état des lieux ou utilisés pour le réaménagement coordonné du site. En particulier, l'exploitant doit s'assurer que le stockage des terres végétales ne génère pas de détérioration de la qualité des eaux.

ARTICLE 8.2.3. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Aucune opération d'archéologie préventive n'ayant été prescrite sur l'emprise de l'exploitation en application des dispositions du livre V, partie législative du Code du patrimoine, la société exploitante n'est donc soumise à aucune contrainte relevant des procédures d'archéologie préventives à ce jour.

Cette situation ne signifie pas qu'aucun vestige archéologique n'est présent à l'intérieur de l'emprise de la carrière. Des découvertes restent envisageables. Au cas où de telles découvertes se produiraient lors des travaux de décapages ou d'extraction, leur traitement relève des dispositions législatives du Code du patrimoine précitées, et notamment des articles L. 531-14 à L. 531-16 relatifs aux découvertes fortuites.

L'exploitant veille à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus à ce jour.

ARTICLE 8.2.4. ORGANISATION DE L'EXTRACTION ET PHASAGE

Article 8.2.4.1. Phasage d'exploitation

L'extraction est réalisée en 2 phases successives par fronts de taille, en progressant de l'Est vers l'Ouest, du Nord vers le Sud ou du Sud au Nord, conformément au plan d'exploitation et de remise en état joints en annexe 5 du présent arrêté.

L'exploitant doit garantir, au travers du suivi hydrogéologique prévu à l'article 9.1.4, que la zone non saturée a une épaisseur, en toute circonstance, minimale de 2 mètres entre le fond de fouille et le toit de la nappe en hautes eaux.

Article 8.2.4.2. Conditions d'exploitation

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, à plat sur la surface à exploiter, au moyen d'engins mécaniques sans utilisation d'explosifs.

En cas de fortes précipitations l'exploitant suspend les travaux d'extraction afin de préserver la sécurité du personnel.

L'emplacement des lieux de travail doit être tel que chacun d'eux soit préservé contre la chute de matériaux ou de matériels ayant pour origine un lieu de travail situé à une cote plus élevée.

Le sous-cavage utilisé comme méthode d'exploitation ou comme méthode d'abattage est interdit.

Article 8.2.4.3. Front d'exploitation et pistes

La carrière est exploitée en fronts de taille successifs d'une hauteur maximale de 6 mètres, avec une pente du talutage des gradins qui ne doit pas être supérieure, avant rupture de pente, à 1 horizontale pour 3 verticales avec une tolérance de $\pm 0,5$ mètre.

Nonobstant ces dispositions l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

L'exploitant aménage des banquettes (ou risbermes) au pied de chaque gradin. Leurs largeurs minimales, qui ne peuvent être inférieures à 2 mètres, sont déterminées par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé. Cette évaluation tient compte de la stabilité des fronts, du risque de chutes de blocs à partir du gradin supérieur et du risque de chute des engins sur le gradin inférieur. Elle est fonction des divers types d'engins utilisés et des phases de l'exploitation.

Les fronts, ou les tas de terres non polluées provenant de la découverte, ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A l'issue de l'exploitation les fronts de tailles sont reprofilés en un talus avec une pente unique de façon à former :

- en fond de fouille une pente douce continue d'environ 1,1 % orientée vers l'Ouest, de façon à arriver au niveau du terrain naturel sans effet de marche ;
- une pente maximale de 45° (1 horizontal et 1 vertical) sur l'ensemble des talus à l'exception des voies d'accès à réaliser au niveau des talus Est et Sud, qui font l'objet d'un aménagement particulier ;
- aménagement de deux voies d'accès au niveau du talus Est et d'une voie d'accès au niveau du talus Sud, avec une pente maximale de 7,5 % permettant de conserver une continuité altimétrique, la circulation et l'urbanisation de la zone.

Article 8.2.4.4. Surveillance et purge des fronts d'abattage et des parois

Le front d'abattage et les parois doivent être régulièrement surveillés par l'exploitant et être purgés dès que cette surveillance en fait reconnaître la nécessité. Ces opérations doivent être effectuées notamment avant toute reprise de l'exploitation des fronts en période de fortes pluies ou après un arrêt prolongé.

Les mesures doivent être prises pour que, pendant les opérations de purge, personne ne puisse stationner ou se déplacer dans la zone susceptible d'être atteinte par les blocs détachés.

ARTICLE 8.2.5. CONTROLES

Chaque enlèvement de matériaux donne lieu à une pesée préalable sur un instrument de mesure à précision commerciale.

ARTICLE 8.2.6. PLANS

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie d'exploitation, orienté, sans être inférieur au 1/200. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres, ainsi que les périmètres d'éloignement prévus à l'article 1.5 du présent arrêté ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau (équidistantes tous les 5 m d'altitude) ou cotes d'altitude (NGR) des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des fronts de taille visés à l'article 8.2.4.3 ci-dessus.

Doit également apparaître de manière distincte sur ce plan, ou tout document graphique distinct :

- les zones en cours d'exploitation ainsi que la position de tous les ouvrages ou équipements fixes présents sur le site ;
- la position des dispositifs de clôture ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement ;
- les futures zones à exploiter.

Ces plans sont mis à jour au moins une fois par an et transmis à chaque année à l'inspection des installations classées qui peut demander :

- qu'ils soient validés par un géomètre-expert ;
- des coupes supplémentaires.

CHAPITRE 8.3 REMISE EN ETAT

ARTICLE 8.3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité d'extraction de matériaux, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état finale doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation de la carrière et selon le plan de phasage joint en annexe au présent arrêté.

La remise en état est conduite au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation selon le plan de phasage des travaux d'extraction et le plan de restitution final figurant dans le dossier de demande d'autorisation initial.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille et leur talutage ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation urbaine ultérieure du site.

Le remblayage de la carrière est strictement interdit.

ARTICLE 8.3.2. USAGE FUTUR DU SITE

L'ensemble des surfaces exploitées fait l'objet d'une remise en état compatible avec l'aménagement urbain futur de Cambaie tel que définit par le plan local d'urbanisme de Saint-Paul, le schéma d'aménagement régional et son volet valant schéma de mise en valeur de la mer susvisés

Dans ce cadre, l'exploitant participe au comité mis en place pour le suivi de l'aménagement urbain futur de la zone, et lui transmet toute information utile, visant in fine à une restitution du site compatible avec celui-ci.

L'ensemble des surfaces exploitées est revégétalisé par de l'hétéropogon contortus. Cette obligation peut ne pas s'appliquer en cas d'aménagement urbain rapide du site, **sous réserve** d'un accord déterminé conjointement, en application de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement, entre le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et les propriétaires des terrains sur lequel est sise l'installation. Cette modification est portée, **avant sa réalisation**, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation permettant de justifier l'absence de revégétalisation du site, dans les conditions prévues à l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

TITRE 9 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Ces mesures sont réalisées par un organisme agréé par le ministre en charge de l'environnement, selon une méthode normalisée lorsqu'elle existe, prévue par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence, et sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement ou par l'inspection du travail en application des dispositions du règlement général des industries extractives.

ARTICLE 9.1.2. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUE

L'exploitant doit mettre en place des points de mesures de l'impact de l'installation sur l'environnement en ce qui concerne les poussières. Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ce polluant dans l'environnement :

- avant le début d'exploitation (point zéro) ;
- puis selon une fréquence au moins annuelle.

À cette fin des jauges de mesures des retombées de poussières dans l'environnement sont mises en place aux points de mesure représentatifs pour permettre le contrôle des quantités de poussières émises. Elles doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les mesures sont effectuées selon la norme NFX 43-007, version décembre 2008, ou toute autre norme en vigueur. Les mesures sont comparées à la valeur limite seuil de 30 g/m²/mois (soit 1 g/m²/jour) qui détermine la frontière entre les zones faiblement polluées et les zones fortement polluées (norme NFX 43-007).

Les analyses sont réalisées par un organisme agréé ou par un laboratoire compétent s'il n'existe pas de laboratoire agréé à la Réunion et les résultats transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont déterminés et mises en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Une mesure pour la détermination de l'empoussièrement (poussières inhalables et poussières alvéolaires siliceuses), en application de l'article 10/EM-IP-1R du règlement général des industries extractives, peut être demandée à tout moment par le service en charge de l'inspection du travail.

ARTICLE 9.1.3. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès le début d'exploitation de la carrière puis a minima tous les **cinq ans** dans les conditions prévues au titre 6, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées peut demander.

Le rapport de mesure de la situation acoustique est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours après réception par l'exploitant, avec les commentaires sur la conformité de ces mesures avec les prescriptions du présent arrêté et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.1.4. SUIVI HYDROGEOLOGIQUE

L'exploitant réalise un suivi du fonctionnement hydrogéologique de l'ensemble du secteur à partir des piézomètres existants, accessibles à la mesure des niveaux d'eau, et par l'implantation des quatre piézomètres aux emplacements représentés sur le plan joint en annexe 9 au présent arrêté.

L'exploitant établit l'inventaire des ouvrages utilisés dans le cadre de ce suivi.

La mise en place ainsi que le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'après validation par un hydrogéologue et par l'inspection des installations classées.

Les ouvrages de surveillance sont réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD X 31-614 d'octobre 1999 et ses mises à jour à la date de leur réalisation. Lors de la réalisation des ouvrages, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

Les piézomètres ont une profondeur d'au moins 4 mètres sous les niveaux d'étiage et sont équipés d'appareil de mesure des niveaux d'eau permettant la réalisation de 2 mesures par jour pendant toute la durée de l'exploitation.

Les têtes des piézomètres (anciens et nouveaux) doivent être nivelées selon le même référentiel.

Deux cartes piézométriques en hautes et en basses eaux sont établies tous les ans, chacune devant être réalisée à partir de levées synchrones ou par modélisation si le suivi piézométrique ne permet pas d'établir les cartes demandées. Ces cartes doivent couvrir le site et ses alentours entre la rivière des Galets, les reliefs, l'Étang de Saint-Paul dont le rôle hydrogéologique doit être décrit, et l'océan. Elles sont si besoin complétées au terme de la période triennale de suivi par une modélisation adaptée permettant la définition des plus

hautes eaux. Elles font l'objet d'un examen critique par un hydrogéologue expert choisi en accord avec l'administration.

Un bilan du suivi hydrogéologique accompagné du rapport établi dans le cadre de l'examen critique est transmis annuellement au préfet, à l'inspection des installations classées et à l'office de l'eau, avec les éléments d'analyse sur l'épaisseur de la zone non saturée.

En fonction des constats et des cartes piézométriques (hautes et basses eaux) établies, d'autres forages pourront être mis en place, si des doutes persistaient sur la pertinence du dispositif actuellement envisagé.

L'objectif du suivi hydrogéologique est de garantir en toute circonstance que la zone non saturée a une épaisseur minimale de 2 mètres entre le fond de fouille et le toit de la nappe en hautes eaux, ou à défaut de validation, de permettre à l'exploitant de proposer une modification des conditions d'exploitation permettant de garantir cette épaisseur minimale de 2 mètres dans les conditions prévues à l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement. Toutes dispositions sont prises pour signaler et protéger efficacement ces ouvrages de surveillance.

CHAPITRE 9.2 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS - ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.1, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE 10 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

CHAPITRE 10.1 PUBLICITE – INFORMATION

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint Paul et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté est affichée à la Mairie de la commune de Saint Paul pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au Préfet par les soins du Maire.

Une copie du présent arrêté est publiée au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de La Réunion.

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation.

Une ampliation du présent arrêté est adressée aux conseils municipaux des communes de Saint-Paul, Le Port et La Possession.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

CHAPITRE 10.2 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté lui a été notifié ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

CHAPITRE 10.3 EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Paul, la députée-maire de Saint-Paul, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en est adressée à madame et messieurs :

- la sous-préfète de Saint-Paul ;
- la députée-maire de Saint-Paul ;
- le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- le directeur des affaires culturelles ;
- la directrice de l'agence régionale de santé de l'océan Indien ;
- le directeur des services d'incendie et de secours ;
- le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service prévention des risques et environnement industriels (SPREI) ;
- le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service eau et biodiversité (SEB) ;
- le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service aménagement durable, énergie, climat (SADEC) ;
- le chef de l'état major de zone de protection civile de l'Océan indien ;
- le président du TCO.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Xavier BRUNETIÈRE

ANNEXE 1 A L'ARRETE N° 2013-1556/SG/DRCTCV DU 27 AOUT 2013

LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Extraction de matériaux alluvionnaires	sans	sans	sans	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Superficie exploitée ✓ 272 743 ▪ Production maximale annuelle : ✓ 1 100 000 ✓ 500 000 ▪ Gisement exploitable : ✓ 2 672 000 ✓ 1 220 000 	<p>m²</p> <p>t/an</p> <p>m³/an</p> <p>tonnes</p> <p>m³</p>

A (autorisation) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et soumis au contrôle périodique prévu pour l'article L. 512-11 du Code de l'environnement) ou NC (non classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ANNEXE 4 A L'ARRETE N° 2013-1556/SG/DRCTCV DU 27 AOUT 2013

POINTS DE MESURES DES NIVEAUX SONORES



ANNEXE 6 A L'ARRETE N° 2013-1556/SG/DRCTCV DU 27 AOUT 2013

CRITERES PERMETTANT DE CARACTERISER LES TERRES NON POLLUEES ET LES DECHETS INERTES

5.1 Terre non polluée

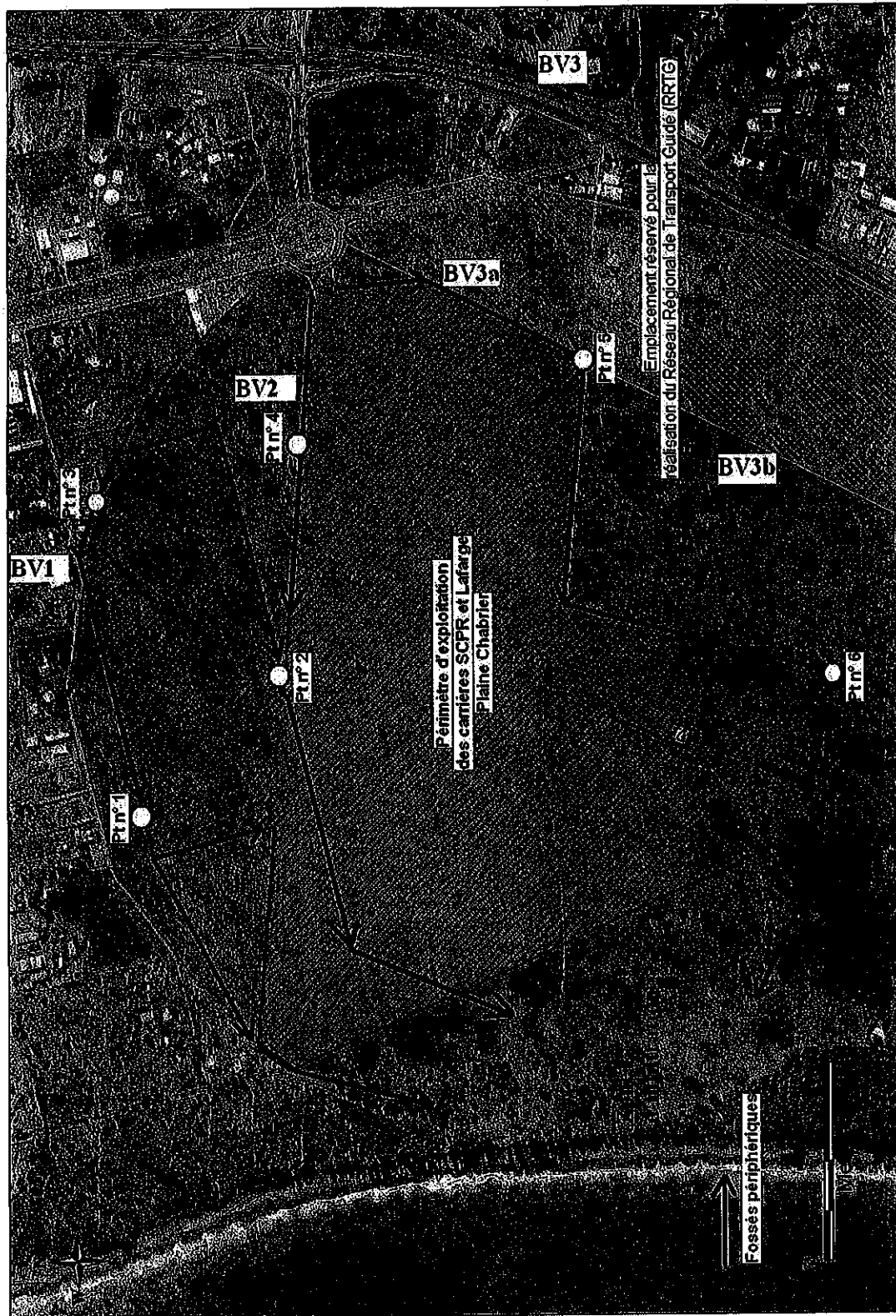
Une terre est considérée comme non polluée dès lors que ses caractéristiques sont cohérentes avec le fond géochimique naturel local.

5.2 Déchets inertes

1. Sont considérés comme déchets inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :
 - les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
 - les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
 - les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
 - la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;
 - les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.
2. Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

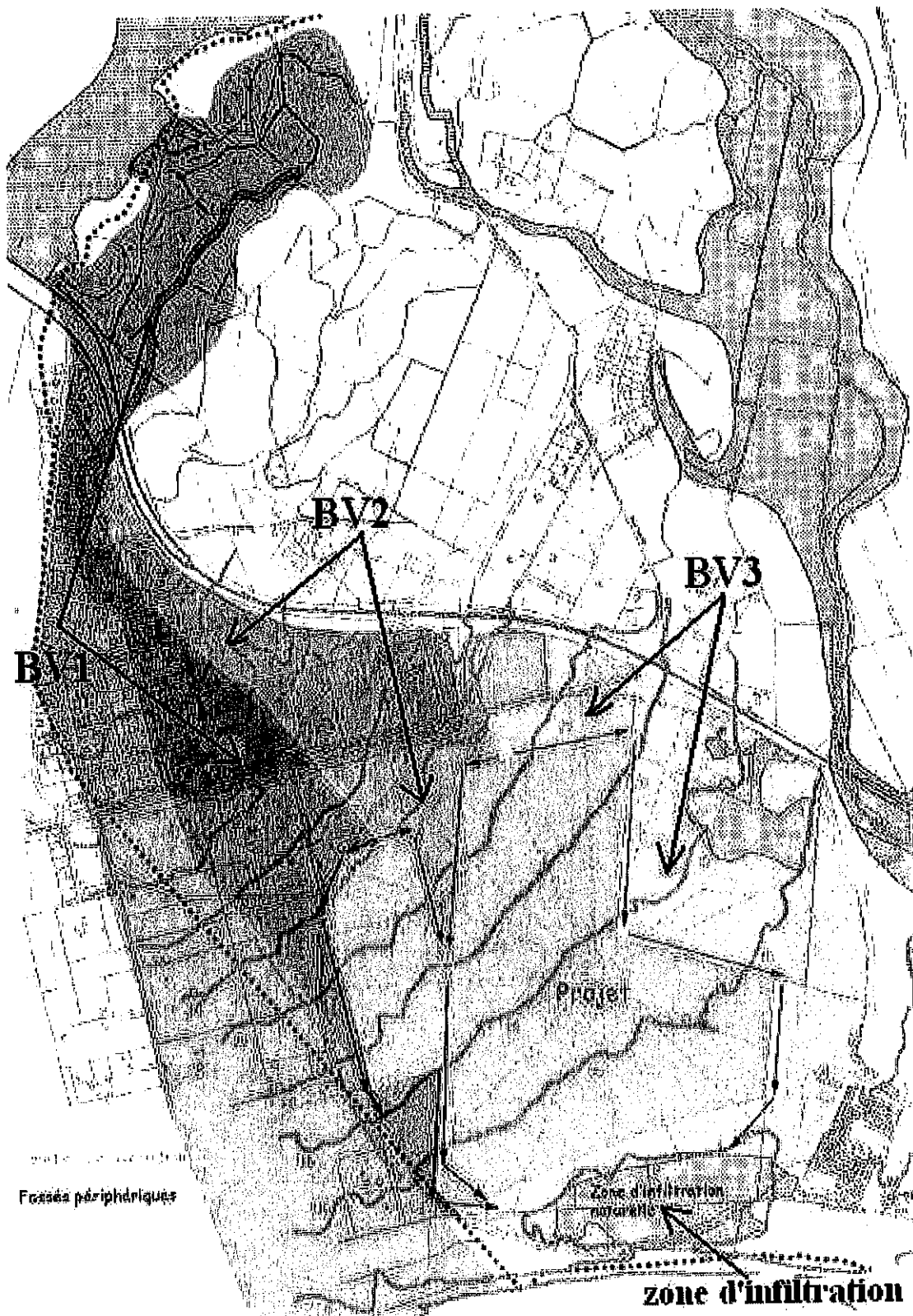
ANNEXE 7 A L'ARRETE N° 2013-1556/SG/DRCTCV DU 27 AOUT 2013

PLAN DE SITUATION DES FOSSES ET OUVRAGES DE DERIVATION DES
EAUX PLUVIALES PERIPHERIQUES A LA ZONE D'EXPLOITATION



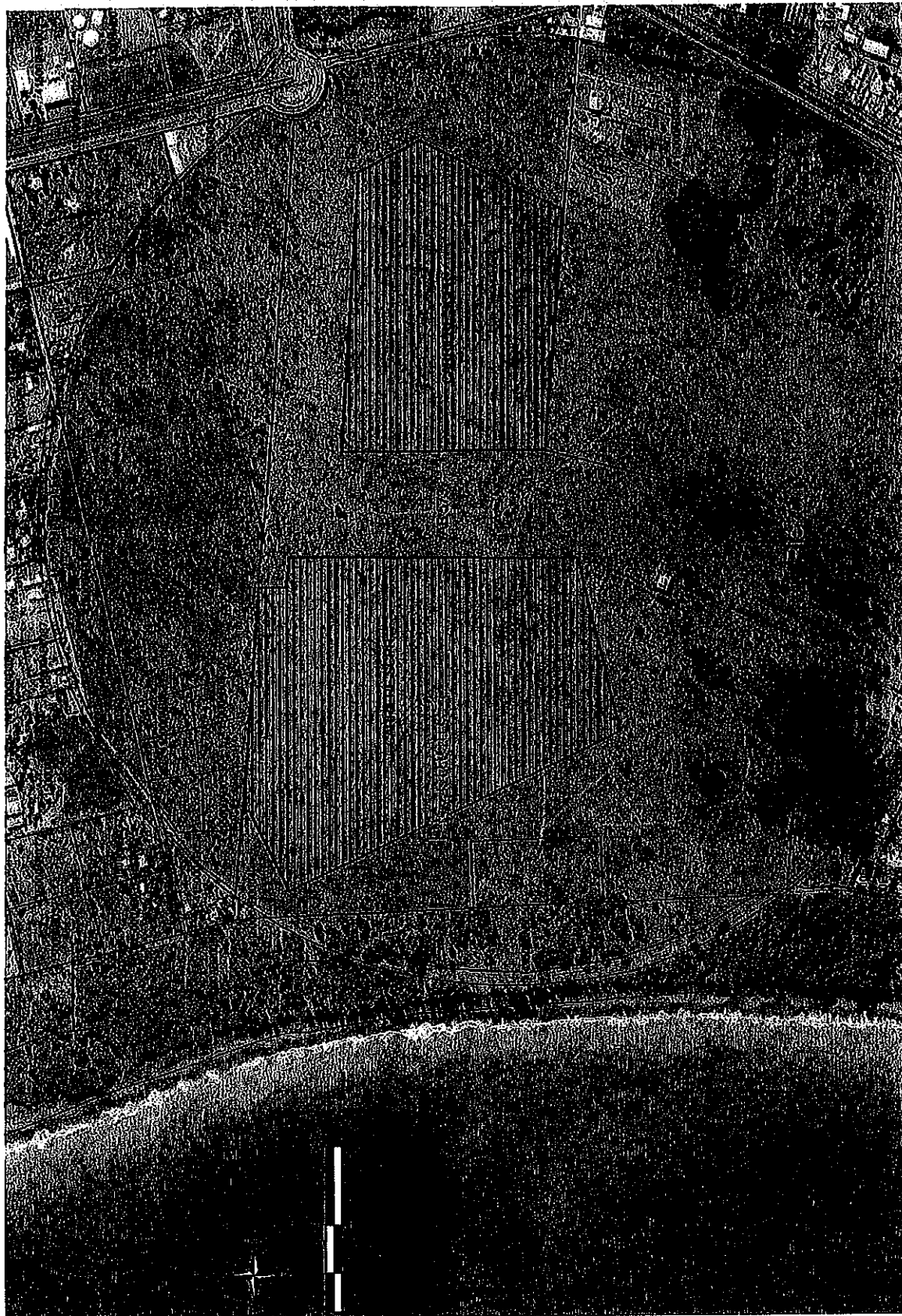
ANNEXE 8 A L'ARRETE N° 2013-1556/SG/DRCTCV DU 27 AOUT 2013

PLAN DE SITUATION DE LA ZONE D'INFILTRATION DES EAUX
PLUVIALES PERIPHERIQUES A LA ZONE D'EXPLOITATION ET BASSIN
VERSANTS



ANNEXE 9 A L'ARRETE N° 2013-1556/SG/DRCTCV DU 27 AOUT 2013

**PLAN DES EMLACEMENT DES PIEZOMETRES PERMETTANT
D'AMELIORER LE SUIVI HYDROGEOLOGIQUE SUR LE SECTEUR**



LISTE DES ARTICLES

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES	5
<i>CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation</i>	5
<i>Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation</i>	5
<i>Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration</i>	6
<i>CHAPITRE 1.2 Nature des installations</i>	6
<i>Article 1.2.1. caractéristiques principales de l'installation</i>	6
<i>Article 1.2.2. Situation de l'établissement</i>	6
<i>CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation</i>	6
<i>CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation</i>	7
<i>CHAPITRE 1.5 Périmètres d'éloignement</i>	7
<i>CHAPITRE 1.6 Garanties financières</i>	7
<i>Article 1.6.1. Objet des garanties financières</i>	7
<i>Article 1.6.2. Montant des garanties financières</i>	7
<i>Article 1.6.3. Renouvellement des garanties financières</i>	8
<i>Article 1.6.4. Actualisation des garanties financières</i>	8
<i>Article 1.6.5. Révision du montant des garanties financières</i>	8
<i>Article 1.6.6. Absence de garanties financières</i>	8
<i>Article 1.6.7. Appel des garanties financières</i>	8
<i>Article 1.6.8. Levée de l'obligation de garanties financières</i>	8
<i>CHAPITRE 1.7 Modifications et cessation d'activité</i>	9
<i>Article 1.7.1. Porter à connaissance</i>	9
<i>Article 1.7.2. Transfert sur un autre emplacement</i>	9
<i>Article 1.7.3. Changement d'exploitant</i>	9
<i>Article 1.7.4. Cessation d'activité</i>	9
<i>CHAPITRE 1.8 Arrêtés, circulaires, instructions applicables</i>	9
<i>CHAPITRE 1.9 Respect des autres législations et réglementations</i>	10
TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT	11
<i>CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations</i>	11
<i>Article 2.1.1. Objectifs généraux</i>	11
<i>CHAPITRE 2.2 Intégration dans l'environnement</i>	11
<i>Article 2.2.1. Propreté</i>	11
<i>Article 2.2.2. Esthétique et intégration dans le paysage</i>	11
<i>Article 2.2.3. éclairage</i>	11
<i>CHAPITRE 2.3 lutte contre les espèces exotiques envahissantes</i>	11
<i>CHAPITRE 2.4 Danger ou Nuisances non prévenus</i>	12
<i>CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents</i>	12
<i>CHAPITRE 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection</i>	12
<i>CHAPITRE 2.7 bilan annuel</i>	12
<i>CHAPITRE 2.8 contrôles inopinés</i>	12
<i>CHAPITRE 2.9 lutte anti-vectorielle et dératisation</i>	13
<i>CHAPITRE 2.10 Récapitulatif des contrôles à effectuer et des documents à transmettre</i>	13
TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	14
<i>CHAPITRE 3.1 Conception des installations</i>	14
<i>Article 3.1.1. Dispositions générales</i>	14
<i>Article 3.1.2. Pollutions accidentelles</i>	14
<i>Article 3.1.3. Odeurs</i>	14
<i>Article 3.1.4. poussières</i>	14
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	14
<i>CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau</i>	14
<i>CHAPITRE 4.2 Collecte et rejet des effluents aqueux</i>	15
<i>Article 4.2.1. eaux pluviales</i>	15
<i>Article 4.2.2. eaux vanes</i>	15

Article 4.2.3. valeurs limites d'émission des eaux pluviales.....	16
CHAPITRE 4.3 prévention de la pollution des eaux et du sol.....	16
Article 4.3.1. Flexibles.....	16
Article 4.3.2. Dispositifs de sécurité.....	16
TITRE 5 - DECHETS.....	17
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion.....	17
CHAPITRE 5.2 déchets non inertes générés par l'établissement.....	17
Article 5.2.1. Séparation des déchets.....	17
Article 5.2.2. élimination.....	17
Article 5.2.3. Transport.....	17
Article 5.2.4. registre.....	18
CHAPITRE 5.3 plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.....	18
TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	19
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	19
Article 6.1.1. Aménagements.....	19
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	19
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	19
CHAPITRE 6.2 Niveaux acoustiques.....	19
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	19
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit.....	19
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES.....	20
CHAPITRE 7.1 Principes directeurs.....	20
CHAPITRE 7.2 directeur technique – consignes – prévention – formation.....	20
CHAPITRE 7.3 infrastructures et installations.....	21
Article 7.3.1. Accès et circulation dans l'établissement.....	21
Article 7.3.1.1. Conditions d'accès à l'établissement.....	21
Article 7.3.1.2. Règles de circulation dans l'établissement.....	21
CHAPITRE 7.4 Gardiennage et contrôle des accès.....	21
CHAPITRE 7.5 Formation du personnel à la prévention des risques.....	22
CHAPITRE 7.6 moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	22
Article 7.6.1. dispositions générales.....	22
Article 7.6.2. moyens de lutte contre l'incendie.....	22
TITRE 8 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'EXPLOITATION ET A LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE.....	22
CHAPITRE 8.1 aménagements préliminaires à l'exploitation.....	22
Article 8.1.1. information du public.....	22
Article 8.1.2. bornage.....	22
Article 8.1.3. Réseau de distribution d'eau.....	23
CHAPITRE 8.2 exploitation.....	23
Article 8.2.1. déboisement et défrichement.....	23
Article 8.2.2. technique de décapage et de défrichement.....	23
Article 8.2.3. patrimoine archéologique.....	23
Article 8.2.4. organisation de l'extraction et phasage.....	24
Article 8.2.4.1. Phasage d'exploitation.....	24
Article 8.2.4.2. Conditions d'exploitation.....	24
Article 8.2.4.3. Front d'exploitation et pistes.....	24
Article 8.2.4.4. Surveillance et purge des fronts d'abattage et des parois.....	24
Article 8.2.5. CONTROLES.....	25
Article 8.2.6. plans.....	25
CHAPITRE 8.3 remise en état.....	25
Article 8.3.1. dispositions générales.....	25
Article 8.3.2. usage futur du site.....	26
TITRE 9 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	26
CHAPITRE 9.1 Programme d'auto surveillance.....	26

<i>Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance</i>	26
<i>Article 9.1.2. Auto surveillance des rejets atmosphérique</i>	26
<i>Article 9.1.3. Auto surveillance des niveaux sonores</i>	27
<i>Article 9.1.4. suivi hydrogéologique</i>	27
<i>CHAPITRE 9.2 Suivi, interprétation et diffusion des résultats - Actions correctives</i>	28
TITRE 10 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	28
<i>CHAPITRE 10.1 Publicité – Information</i>	<i>28</i>
<i>CHAPITRE 10.2 Délais et voies de recours</i>	<i>28</i>
<i>CHAPITRE 10.3 Exécution</i>	<i>29</i>
ANNEXE 1	1
ANNEXE 2	2
ANNEXE 3	3
ANNEXE 4	4
ANNEXE 5	5
ANNEXE 6	6
ANNEXE 7	7
ANNEXE 8	8
ANNEXE 9	9

